

Chronologie non-exhaustive d'actions contre la guerre en Russie



En guise de note introductive, un mot des camarades d'Assembleia, un collectif d'information anarchiste à Kharkiv : « *Il faudrait comprendre que l'unité nationale qui réunit les ukrainiens sous le pouvoir de Zelensky repose uniquement sur la peur d'une menace externe. En ce sens, les actions pour subvertir la guerre en Russie représentent aussi une menace indirecte à la classe dirigeante en Ukraine, et c'est pour cette raison que nous considérons le soutien que leur apporte la diffusion de ces informations comme un acte internationaliste. Il faudrait également souligner que malgré la similitude qualitative entre les deux États en guerre, la différence quantitative persiste : si tous les soldats russes refusent de combattre, la guerre est terminée ; si les soldats ukrainiens le font, c'est la fin de l'Ukraine. »*

Cette brochure est réalisée dans le cadre d'une Cantine de Solidarité en faveur de la quinzaine de prisonniers anti-guerre soutenus par les collectifs Solidarity Zone et ABC Moscou. Les noms de ces personnes sont soulignés dans le texte.

24 février : annonce de l'invasion de l'Ukraine par Poutine

FÉVRIER

28 février, manifs anti-guerre dans plusieurs villes en Russie; les slogans scandés : «C'est la guerre», «Poutine ordure» et «Peuple, lève-toi»; incendie d'un centre de mobilisation (appelé «Commissariat militaire») à Loukhovitsy.

Le même jour, quelques 600 soldats de la marine russe refusent les ordres et mettent en échec le débarquement à Odessa (il s'agit d'une rumeur qui n'a pas été confirmée).

MARS

1er mars, tentative d'incendie d'un commissariat de police à Smolensk

2 mars, un bureau de recrutement de l'armée incendié à Voronej; des cocktails Molotov sont balancés contre un mur du Kremlin et des tracts anti-guerre sont diffusés à Moscou.

6 mars, une nouvelle série de manifestations; à Moscou, deux amis, Anton Zhutchkov et Vladimir Sergeiev, sont arrêtés avec des cocktails Molotov dans le sac; ils sont actuellement soutenus par le groupe de soutien aux prisonniers anti-guerre Solidarity Zone.

11 mars, le commandant de la 37^{ème} brigade de fusiliers motorisés de la Garde, Youri Medvedev, est écrasé par un char conduit par un des soldats sous son commandement; presque la moitié des 1 500 hommes de la 37^{ème} brigade avaient été tués au combat; Medvedev sera hospitalisé en Biélorussie mais ne survivra pas.

12 mars, un centre de mobilisation est incendié à Sverdlovsk.

16 mars, un employé des services secrets russes est tabassé par des inconnus.

19 mars, il n'y a plus aucune communication ferroviaire entre l'Ukraine et la Biélorussie suite à une série massive de sabotages contre l'infrastructure militaire du pays, qui sert de base-arrière pour l'armée russe (cette série de sabotages recevra le nom de « guerre du rail »); même jour, rapport d'un refus de combattre par plus de 200 soldats du corps de la marine russe; un autre refus de combattre est publié sur les réseaux sociaux par environ 170 soldats russes (à cette époque, le refus de combattre n'est pas une infraction pénale; le Kremlin évite d'en faire une affaire publique).

20 mars, six femmes bloquent un pont en Karatchaïe-Tcherkessie

pour exiger des nouvelles de leurs fils et frères envoyés au front.

24 mars, 12 combattants des unités spéciales russes sont licenciés à Krasnodar pour refus d'aller combattre en Crimée.

28 mars, des soldats mobilisés à Donetsk (où la mobilisation générale est en vigueur depuis le début de l'invasion) déclarent n'avoir rien à faire dans cette guerre : *« Ramenez-nous au Donbass. On nous a jetés dans la guerre, on nous a dit de mourir. Nous sommes de la chair à canon. »* ; environ 300 soldats de la base militaire de la 4^{ème} garde rentrent en Ossétie du Sud et déposent leurs armes ; la « guerre du rail » se poursuit en Biélorussie.

AVRIL

7 avril, l'armée russe part de Kiev ; de plus en plus de soldats contractuels rentrés en Russie refusent de repartir en Ukraine ; le groupe d'enquête indépendant Conflict Intelligence Team estime que le taux de refus parmi les soldats temporairement démobilisés est entre 20% et 40%.

18 avril, un commissariat militaire incendié à Zubova Poliana ; seulement un tiers des conscrits répond au service militaire annuel en Russie ; l'État russe recourt aux contrats de 3 mois pour renouveler les stocks de chair à canon.

29 avril à Khoust (Ukraine), une cinquantaine de femmes rassemblées devant un centre de recrutement, exigeant de savoir pourquoi leurs hommes ont été envoyés dans la zone de guerre sans explication ; invasion du bâtiment et quelques fenêtres brisées.

MAI

Début mai, un cocktail Molotov éclate contre un fourgon de police à Moscou (l'auteur, malheureusement pincé, revendique une action anti-guerre) ; davantage de rapports sur les refus de s'engager par les soldats russes dans la région de Kharkiv.

3 mai, un bureau de recrutement incendié à Nijnevartovsk.

8 mai, rebelote à Tcherepovets.

10 mai, rebelote à Balachikha.

13 mai, rebelote à Omsk et à Goukovo.

15 mai, rebelote à Volgograd.

18 mai, rebelote à Chtchiolkovo.

21 mai, rebelote à Igra (une autre tentative quelques jours après ; le FSB arrête l'auteur présumé des incendies, Ilya Farber.)

23 mai, revendication d'un sabotage des infrastructures ferroviaires de l'armée dans la

région de Moscou par l'Organisation de combat anarcho-communiste (BOAK) ; la ligne approvisionne un camp d'entraînement secret de l'armée russe.

26 mai, des manifestations de femmes dans le Donbass pour exiger le retour des hommes ; le même jour, 204 soldats du 105^{ème} régiment mobilisés à Donetsk refusent de combattre; les soldats du 107^{ème} régiment font de même.

28 mai, un bureau de mobilisation est incendié à Simferopol (Crimée) ; les dégâts sont mineurs.

31 mai, rebelote à Iasnogorsk (le FSB captura deux auteurs présumés de cet incendie, Denis Arbarov et Timofei Mokiï).

JUIN

4 juin, l'entrée de la Garde russe est incendiée à Komsomolsk-sur-l'Amour ; l'auteur est arrêté : il s'agit de Vladimir Zolotarev, maintenant soutenu par le groupe de soutien aux prisonniers anti-guerre Solidarity Zone.

9 juin, un commissariat militaire est incendié à Vladivostok. Le pouvoir admet les difficultés de recrutement : le parlement passe le plafond à 40 ans pour les nationaux et à 30 ans pour les étrangers. Des enquêteurs estiment qu'entre 50 % et 70 %

des effectifs manquent aux unités militaires russe dans le Donbass. Le Kremlin commence sa campagne de recrutement dans les entreprises et les prisons. 192 soldats de la 83^{ème} brigade aéroportée refusent de combattre à Oussouriisk ; 115 flics anti-émeute de la Garde russe sont licenciés pour avoir refusé d'exécuter les ordres en Ukraine ; rapport d'une mutinerie par une batterie entière de soldats contractuels envoyés dans Donbass fin mai.

En même temps, le sabotage des lignes de fer devient de plus en plus courant en Russie. Fin juin, un train de marchandises déraile à l'est de la Russie, ce qui paralyse l'intégralité du trafic pendant quelques jours, y compris le train passager Moscou-Vladivostok.

13 juin, Igor Paskar met le feu à un bureau du FSB à Krasnodar ; il sera arrêté le lendemain (Igor est soutenu par le groupe de soutien aux prisonniers anti-guerre Solidarity Zone).

14 juin, une Z-mobile (certains militaristes affichent la lettre « Z », symbole de l'invasion de l'Ukraine, sur leur voiture) est cramée à Odintsovo, près de Moscou ; un suspect est arrêté sur place.

17 juin, un sergent russe ivre tue Sergei Privalov, un officier du FSB à Kherson.

24 juin, un bureau de recrutement est incendié à Belgorod ; même nuit, un commissariat militaire est incendié à Perm.

28 juin, le BOAK revendique une deuxième action de sabotage de rails près de Serguiev Possad.

30 juin, un bureau régional du FSB est incendié en plein jour à Nijni Novgorod ; l'auteur (qui a commis son acte sans gants et sans masque) se fera pincer le lendemain.

Des cas de désertion sont rapportés, souvent par les services de renseignement ukrainiens. Les camarades d'Assembleia rapportent plus de 500 cas de refus de combattre dans la république de Bouriatie (Russie). Ils soulignent la répartition très inégale des morts dans différentes républiques russes : *«Les habitants de Moscou ont environ 87,5 fois moins de risques de mourir au front par rapport aux habitants du Dagestan, 275 par rapport aux habitants de la Bouriatie et 350 par rapport aux habitants de la Touva.»*

JUILLET

Mi-juillet, environ 500 soldats de la 136^{ème} brigade de fusiliers motorisés de la Garde de Bouïnaksk refusent de combattre ; ils ont été soutenus par la Fondation de la Bouriatie libre, une organisation régionaliste qui milite pour une refonte du système fédéral en Russie. Des

représentants de la Fondation ont rapporté le cas de 120 soldats dans la « République populaire de Louhansk » (RPL), qui sont en conflit avec la police militaire, celle-ci prenant des mesures physiques pour empêcher leur départ (rapports de cas de soldats enchaînés). La Fondation a également publié un rapport sur 234 soldats russes enfermés à Brianka (dans la RPL) pour avoir refusé de combattre.

En même temps, un panneau de « honte » de 300 soldats ayant refusé de combattre est affiché à Aleysk (Altaï) ; 148 sabotages de Z-mobiles sont rapportés par le Centre de ressources tatar en Crimée.

11 juillet, quelques dizaines de soldats positionnés dans le Donbass soumettent un rapport déclarant leur refus de combattre ; ils sont tous envoyés en détention provisoire à Louhansk ; 78 soldats avaient l'intention de partir, mais les autorités «ont su convaincre» une cinquantaine de soldats de rester.

13 juillet, un commissariat militaire est incendié à Mojaïsk, près de Moscou.

15 juillet, un commissariat de police est incendié avec une pile de pneus à Vladivostok.

25 juillet, une révolte dans la prison de Rivne (Ukraine). Plus de rapports de sabotages, parfois incendiaires, contre les Z-mobiles partout en Russie.

AOÛT

Début août, Ilya Vinogradov et Danila Ivanov sont arrêtés à Krasnoyarsk; ils sont soupçonnés d'avoir préparé l'incendie d'un centre de mobilisation ; le chef d'inculpation retenu pour le moment est "vol à main armée avec effraction", parce que les flics les ont suivis lors d'une visite inamicale chez un ancien antifasciste devenu néonazi. Ils sont à présent soutenus par l'Anarchist Black Cross (ABC) de Moscou.

24 août, des opposants lancent un appel à la grève générale en Russie six mois après le début de la guerre ; l'initiative ne prend pas.

30 août, Kirill Brik et Deniz Aydine sont arrêtés à Tioumen; ils sont soupçonnés d'avoir préparé des actions à l'explosif contre le pouvoir du Kremlin ; le lendemain, Iouri Neznamov et Danil Tchertikov sont arrêtés à Iekaterinbourg ; parallèlement, Nikita Oleynik et Roman Pakline sont arrêtés à Sourgout ; ils sont soupçonnés d'appartenir à un groupe terroriste. Ces six anti-fascistes sont soutenus par l'ABC Moscou.

SEPTEMBRE

3 septembre, à Ijevsk, un homme balance deux cocktails Molotov à

l'intérieur d'un commissariat de police ; lorsque les flics tentent de l'arrêter, il sort un couteau pour se défendre ; 4 autres cocktails sont retrouvés dans son sac.

4 septembre, à Zelenodolsk dans le Tatarstan, l'entrée d'un bureau de recrutement reçoit un cocktail Molotov ; un homme de 59 ans, Andrei Bogdanov, est arrêté pour cet acte.

11 septembre, un commissariat militaire est incendié à Velsk ; plus tard, les flics accuseront une jeune femme de 20 ans pour cette attaque.

15 septembre, à Moscou, le bâtiment du foyer de Stakhovskaïa est incendié (avant 2006, le bâtiment hébergeait un bureau de recrutement ; aujourd'hui, il garde toujours le bureau d'enregistrement, donc quelques documents importants que, d'après les autorités, le feu n'a pas réussi à atteindre).

17 septembre, à Koktebel, la voiture du directeur général de la chaîne officielle de Kremlin, Dmitry Kiselyov, brûlée pas loin de sa villa privée.

21 septembre : annonce de la mobilisation « partielle » en Russie

21 septembre, Poutine annonce la « mobilisation partielle » ; le refus de participer aux hostilités, la désertion, le refus de se présenter au bureau de conscription ou la reddition volontaire sont désormais passibles de 10 ans de

prison ; le nombre d'attaques explose.

Note : nous n'incluons pas ici de nombreuses attaques contre les bâtiments administratifs qui peuvent être liées ou non à la guerre.

Depuis le début de la mobilisation, les camarades de l'Action Autonome diffusent, entre autres, des brochures encourageant à ne pas se rendre aux convocations et à ne pas répondre aux appels militaires. Les brochures expliquent également la marge de manœuvre, légale ou non, aux éventuels conscrits : les possibilités de recours, les pistes pour se cacher, les peines encourues, etc.

21 septembre, les bureaux de recrutement sont incendiés à Nijni Novgorod (une partie du bureau détruite, l'auteur s'est échappé) et à Lomonossovski dans l'oblast de Léningrad (le bâtiment quasiment détruit avant l'intervention des pompiers, plusieurs dossiers de conscription détruits) ; l'étudiant Viktor Melnikov est arrêté le 26 septembre pour cette attaque.

22 septembre, rebelote à Gaï dans l'oblast de Orenbourg (une pièce flambe mais le bâtiment ne prend pas feu) ; en Kyra, un cocktail Molotov est jeté contre la devanture d'un bureau mais sans beaucoup de succès ; à Toliatti, l'hôtel de ville est bien endommagé par un cocktail

Molotov (la banderole pro-invasion du bâtiment avait déjà été redécorée de la peinture rouge).

23 septembre, un bureau de recrutement incendié à Khabarovsk (deux pièces du bureau incendiées, pas mal de destruction mais il paraît que les documents sont restés intacts) ; rebelote à Svobodny (dégâts mineurs, le feu n'a pas pris) ; même nuit encore, une tentative d'incendie de bureau de recrutement à Volgograd (pas de succès ; tag laissé sur place « Non à la guerre ! »).

24 septembre, rebelote à Kansk (quelques dégâts mais les documents sont restés intacts) ; à Salavat, des pneus sont allumés devant le bureau du parti poutinien « Russie unie » (devanture sérieusement endommagée) ; à Arseniev, tentative d'incendie d'un bureau militaire, sans succès ; malheureusement, son auteur Igor Serbinov se fait prendre ; il explique son acte par son opposition à la guerre.

25 septembre, incendie du bureau de recrutement à Rouzaïevka (une pièce du bureau est détruite) ; rebelote à Taroussa (bâtiment endommagé) ; et à Chernyakhovsk dans le territoire de Kaliningrad (dégâts considérables mais l'auteur s'est fait prendre) ; à Kirovsk, un bidon

d'essence avec une tube traversant le mur vers l'intérieur cause quelques dégâts au premier étage du bureau ; en réaction à la conscription de son fils, un homme appelle le commissariat militaire d'Oukhta et déclare que celui-ci sera incendié ; lors de la perquisition de son domicile, les flics trouvent une veste avec une Z barrée et l'insigne « Nique la guerre ! ».

26 septembre, une impressionnante attaque à Ouriupinsk dans l'oblast de Volgograd (un homme met feu à sa voiture à l'entrée du bureau et lance une salve de cocktails Molotov qui endommage une centaine de mètres carrés du local ; Mikhaïl Filatov, un nationaliste de 35 ans sera arrêté pour cet acte et déclara l'avoir commis par opposition à la mobilisation) ; à Oust-Ilimsk, Rouslan Zinine tire deux coups sur le commissaire militaire de la région, Alexander Yeliseïev, et tente d'incendier le bâtiment avant de fuir en criant : «Maintenant plus personne ne va combattre!» ; il a été pris ; il est soutenu par le groupe de soutien aux prisonniers anti-guerre Solidarity Zone.

27 et 28 septembre, une tentative d'incendie à Vladivostok (les bâtiments voisins du bureau d'enrôlement sont mis à feu : l'un dans la nuit du 27 et l'autre dans la nuit du 28 ; le feu ne suffit pourtant pas à consumer le bâtiment du bureau).

29 septembre, rebelote à Novossibirsk (quelques dommages sur le bâtiment, l'auteur arrêté).

Pendant ce temps-là, une instruction est ouverte dans l'oblast de Sverdlovsk pour « organisation de sabotage du réseau de fer ». Le 30 septembre, Vladlen Menchikov est arrêté par le FSB. Il est soupçonné d'avoir placé des câbles de raccordement entre les rails (une technique connue pour perturber le système de signalisation, bien que Vladlen semble être accusé d'avoir eu l'intention de faire dérailler des trains). Lors de son interrogatoire (filmé), l'homme explique son opposition à la guerre et donne des conseils pour saboter l'approvisionnement militaire.

OCTOBRE

Début octobre, les étudiants de l'université d'Omsk refusent collectivement les convocations à l'armée ; un groupe de militants locaux préparent une plateforme Google pour répertorier les noms des officiers et des députés favorables à la guerre.

1er octobre, le commissariat militaire du village Kaa-Khem aux environs de Kyzil est incendié.

3 octobre, une voiture de police est enflammée devant le commissariat inter-municipal de Kovyilkino (l'auteur s'est fait prendre) ; même jour, une dizaine

de Z-mobiles à Prokopievsk ont leurs pneus crevés ; à Iekaterinbourg, un Z-mobile est défoncé à la hache; la même nuit, une jeune femme de 17 ans tente d'incendier un commissariat militaire à Kazan avec 3 cocktails Molotov, sans succès (elle expliqua son acte par l'opposition à la guerre ; pour le moment elle est assignée à résidence) ; même nuit, un bureau de recrutement est incendié à Krasnoïarsk (l'auteur est arrêté).

4 octobre, le bureau du Parti communiste de la Fédération de la Russie (pro-poutinien) est réduit en cendres à Salavat.

5 octobre, une ancienne baraque militaire (vide) est incendiée dans la région de Moscou ; l'ambassade ukrainienne à Prague est redécorée en rouge pour protester contre la fermeture des frontières.

6 octobre, deux voitures sont incendiés dans le centre commercial de Moscou ; l'auteur crie «Non à la guerre!» lors de son arrestation ; il se trouva qu'un des véhicules incendiés lui appartenait ; il est accusé de « hooliganisme » (un chef d'accusation relativement faible en Russie); la même nuit, un bureau de recrutement est incendié à Goriatchi Klioutch.

7 octobre, une banderole à la gloire de l'invasion suspendue au centre-ville d'Oulan-Oudé est

brûlée ; deux suspects de 17 ans sont arrêtés par le FSB.

8 octobre, le bureau de recrutement de l'oblast d'Arkhangelsk est entièrement réduit en cendres; des médias d'opposition rapportent qu'une centaine de soldats mobilisés pour la défense de Lyman refusent de partir du camp militaire de Belgorod.

9 octobre, l'Organisation de combat anarcho-communiste (BOAK) revendique une nouvelle action de sabotage qui a fait dérailler un train de marchandises à Barnaoul.

13 octobre, des journalistes rapportent le cas de Viktor Rastorguev, un homme de 59 ans natif de Marioupol arrêté à Nijni Tagil, soupçonné d'avoir préparé des attaques à l'explosif contre le commissariat militaire de la ville ; il est accusé de préparation d'attentat terroriste et de fabrication d'explosifs ; la même nuit, à Tomsk, tentative d'incendie du commissariat militaire.

14 octobre, un commissariat militaire est incendié à Votkinsk.

15 octobre, rebelote à Tcherkessk.

16 octobre, Roman Malyk, le commissaire militaire au Kraï du Primorié, est retrouvé mort, suspendu sur une barrière près de sa maison ; le même jour, le colonel de la 138^{ème} brigade de

fusiliers motorisés de la Garde, Andreï Lapine, est abattu après avoir déclaré que "Allah est un faiblard" ; l'incident est survenu lorsque quelques soldats musulmans ont déclaré leur refus de combattre ; Lapine les a rassemblés pour expliquer qu'il s'agit d'une guerre sainte ; après une remarque que la guerre sainte se fait entre les musulmans et les infidèles, Lapine a rétorqué : "Si votre dieu vous empêche de vous battre pour la patrie, alors c'est un faiblard" ; il fut retrouvé mort une heure et demi plus tard.

Le même jour, le commissariat militaire de Chtchiolkovo (près de Moscou) est brûlé ; tous les documents de conscription sont détruits, mettant la conscription (temporairement) à l'arrêt.

Situation en Ukraine

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, tous les hommes entre 18 et 60 ans sont mobilisables pour combattre à l'armée. En réalité, la mobilisation reste « partielle » parce que l'armée ukrainienne peine à absorber l'influx de volontaires et de conscrits peu aptes à combattre. Il y a peu, un projet de loi (n° 8029) a été proposé pour que les hommes souhaitant quitter le pays s'acquittent d'une somme de 13 000 UAH (environ 360€) et s'engagent par écrit à envoyer 2 500 UAH (environ 70€) par mois depuis l'étranger.

Mais dans les faits, la loi ne permet pas d'interdire de quitter le territoire ukrainien (les modifications en ce sens sont possibles, mais elles sont proscrites par le droit international). Cela laisse la question dans un flou administratif, largement à la discrétion de l'arbitraire et de la corruption des fonctionnaires. De nombreux critiques, allant des libertaires jusqu'à l'ONU, expriment l'avis que les restrictions à la frontière (qui ne s'appliquent qu'aux pauvres) servent uniquement les pots-de-vin des commissaires militaires et des garde-frontières. Il est évident que plusieurs hommes

parviennent à partir, bien qu'avec beaucoup de difficulté. La gare de l'Est à Varsovie, le lieu de passage pour la majorité des Ukrainiens entrant et quittant l'Europe, ne manque pas d'hommes convenables pour être envoyés à l'abattoir. Mais plusieurs personnes sont également passées par le territoire russe (y compris la Crimée) pour se rendre en Géorgie ou en Biélorussie, et ensuite continuer vers leur destination européenne. Les camarades d'Assembleia ont interrogé quelques personnes sur les groupes d'entre-aide de Télégram quant à leurs raisons de partir. Les réponses sont diverses, mais il y a une grande colère contre l'esprit de sacrifice sans cesse exigée par Zelensky, ainsi que contre les riches et contre la corruption des dignitaires locaux. Certains intervenants vont jusqu'à comparer l'État ukrainien aux régimes « populaires » de Donetsk et de Louhansk.

Des désertions existent bel et bien en Ukraine. Fin août, un homme de 36 ans tente de traverser la frontière ukrainienne à bord d'un train de marchandise, en emportant sa convocation pour le 28 août avec lui. Il est pris par les gardes-frontière. À la même époque, le nombre de procédures pénales pour évasion à la conscription militaire dépassait les 400 (ce qui n'est pas très élevé). Il existe une chaîne Télégram pour partager les infos

sur les raids de conscription en cours (souvent, les autorités ukrainiennes distribuent les sommations dans les espaces publics comme les supermarchés) ; rien qu'à Kharkiv, elle a 75 000 abonnés. Généralement, l'on évite d'accuser réception de la convocation (en changeant d'adresse sans le déclarer, par exemple). En revanche, ceux qui sont mobilisés sont envoyés dans les tranchées après quelques jours de formation et un examen médical qui dépasse rarement les cinq minutes.

